



Ruineux foccartisme

Coïncidence

15 mars 1997 : Kisangani tombe comme un fruit mûr. Les rebelles de Laurent-Désiré Kabila bousculent la coalition hétéroclite qu'avaient tenté de leur opposer le clan Mobutu et les réseaux français de Jacques Foccart et Charles Pasqua, alliés sur ce coup (1). Kabila et ses troupes sont accueillis en libérateurs : les Zaïrois, qui hésitaient à reconnaître cette résurgence improbable du lumumbisme, paraissent décidés à chevaucher l'opportunité de balayer, enfin, le système Mobutu – leur ruine personnifiée –, chaque fois remis en selle par les interventions occidentales (françaises, surtout).

Le signe zaïrois est vaincu : des Africains ont triomphé des mercenaires, et non l'inverse. A l'image de Bob Denard, les recruteurs vieillissants ont montré leurs limites. Kisangani sera peut-être au néocolonialisme de la France ce que Dien Bien

(1) Voir notes (13) et (14).

Phu fut à son colonialisme : le commencement de la fin. Comme les symboles mènent l'histoire, on peut s'attendre à un effet de souffle, à des ondes de choc dans tout le « pré carré » francophone, à commencer par le Centrafrique et le Congo.

17 mars 1997 : Jacques Foccart s'éteint. Le concepteur d'un système transfusionnel de relations franco-africaines (la « Françafrique ») (2) en était redevenu la clef de voûte. Certes, sa maladie réduisait de plus en plus les fils de son réseau à ceux du téléphone (eux-mêmes remplacés, souvent, par les liaisons satellite), mais quel magnétisme ! Il exerçait sur Jacques Chi-

(2) Le terme a d'abord servi, dans la bouche de présidents « amis de la France » et de Jacques Foccart, tels Félix Houphouët-Boigny ou Omar Bongo, comme invitation à une communauté néocoloniale idéale. On ne sait s'ils en percevaient la signification homophone (France à fric). En tout cas, le terme désigne à merveille le mélange des genres caractéristique du foccartisme, et ses doubles fonds : il a fait fortune...

rac un ascendant extraordinaire (3), et n'eut aucun mal, en mai 1995, à étouffer la tentative du duo Juppé-Villepin de réformer le système français de Coopération (4). En fait, Jacques Foccart prétendait reprendre la direction de l'usine à gaz qu'il avait conçue, sans (vouloir) réaliser qu'elle ne répondait plus aux commandes.

Un foccartisme à la dérive

Revenu au pouvoir en 1958, le général de Gaulle avait perçu l'inéluclabilité des indépendances africaines. Jacques Foccart devient son plus proche collaborateur. Homme de réseaux (dans la politique, les affaires et les services secrets), il installe à l'Élysée le « domaine réservé » franco-africain, avec une double obsession : assurer une succession stable à l'Empire, en le plaçant entre les mains d'« amis de la France » (5) ; pourvoir aux financements secrets dont la vie politique

(3) « Rares sont les soirs où, vers 23 heures, presque comme un rite, Jacques Foccart ne téléphone pas (à Jacques Chirac). Rares aussi sont les dimanches où, à l'Élysée, le vieil homme ne vient pas partager quelques confidences avec le Président. Depuis longtemps, Foccart est [...] pour Chirac une sorte de père, de tuteur, de sage, de sorcier peut-être. [...] « On a l'impression, témoigne un de ses récents visiteurs, qu'à l'autre bout du fil Chirac est à genoux », D. Carton, « Foccart, l'homme des courts-circuits », *Le Nouvel Observateur*, 9 mai 96.

(4) Les nouveaux Premier ministre et secrétaire général de l'Élysée venaient de faire équipe au Quai d'Orsay durant deux ans, comme ministre et directeur de cabinet. Ils étaient très remontés contre les réseaux, fauteurs de diplomatie parallèle. Sur l'échec de leur tentative, cf. Agir ici et Survie, *Jacques Chirac et la Françafrique : retour à la case Foccart ?*, L'Harmattan, 1994.

(5) Les récalcitrants ont été écartés, ou éliminés, tels le Camerounais Félix Moumié ou le Togolais Sylvanus Olympio.

est fort nécessiteuse (rappelons que le financement officiel des partis et des campagnes politiques n'apparaîtra que 30 ans plus tard, après une série de scandales en métropole).

D'où le choix, stratégique, d'un système clientéliste, le *patrimonialisme* (6), mêlant intérêts publics et privés dans l'exploitation conjointe de deux rentes : celle des matières premières, agricoles et minières, et celle de l'aide publique au développement (APD). Il fut jugé naturel que cette double captation construite là-bas des fortunes inouïes, telles celles d'Houphouët-Boigny, Moussa Traoré, Eyadéma, Mobutu..., puisque le taux de retour en France était, lui aussi, fara-mineux. Mais, aurait-on pu prévoir, un tel processus était tout, sauf durable : il stérilisait la production intérieure et légitimait la corruption, il stimulait la course à l'endettement, sans guère d'autre contrepartie que les investissements de prestige, les « éléphants blancs » et les comptes en Suisse ; enfin, il a fait le lit de l'ethnisme. Avec la chute des cours des matières premières et l'inéluclable « ajustement structurel », la rente s'est faite plus rare, donc plus violemment contestée. En période d'abondance, les miettes du gâteau nourrissaient tout le monde ; avec la crise, les luttes politiques, se distinguant de moins en moins de la course à la rente, sont devenues des luttes au couteau (7).

En Afrique francophone, on part donc, dans les années 60, d'une illégalité érigée en système,

(6) Selon J.-F. Médard. Cf. son intervention lors de la « mise en examen » de la politique africaine de la France, les 8-9 novembre 1994 à Biarritz (*L'Afrique à Biarritz*, Karthala, 1995).

(7) Cf. A. Glaser et S. Smith, *L'Afrique sans Africains*, Stock, 1994 (notamment pp. 98-99 et 157-158).

d'une ponction de la double rente (matières premières et APD) à des fins internes et externes : redistribution familiale, constitution de fortunes à l'étranger. Dans les deux décennies suivantes, la poussée démographique, les mutations sociales dues à l'urbanisation et la déflation des ressources rentières ébranlèrent ces mécanismes de répartition déjà très inégalitaires : la seule issue pour les pouvoirs en place consista alors, généralement, en un repli clanique de type mafieux, s'appuyant sur des gardes présidentielles et des milices, populaires ou clandestines (escadrons de la mort), à caractère ethnique (8).

Parallèlement à la criminalisation de nombre de pouvoirs africains, on assistait à l'éclatement du

système pyramidal foccartien, centralisé à l'Élysée. Ce système a été sapé, entre autres, par le familialisme : le népotisme d'abord (rôles africains accordés à la parenté du président Giscard d'Estaing), puis le filialisme. François Mitterrand a en effet placé son fils Jean-Christophe à la tête de la cellule africaine, l'autorisant à nouer d'inextricables relations avec quantité de fils et filles d'autocrates africains (9). Profitant de cette réduction de la cellule gaulienne à une entreprise familiale, les groupes d'intérêts que le pouvoir exécutif avait utilisés, tolérés, ou laissé prospérer, se sont émancipés.

Cases noires aléatoires

Ainsi, le réseau Foccart (10), dominant jusqu'au milieu des années 70, s'est trouvé concurrencé par une dizaine de clans et réseaux politico-affairistes, militaires ou corporatistes : les réseaux Mitterrand (11) et Pasqua ; quelques grandes entreprises (Elf, Bouygues, Bolloré-Rivaud, Castel...) ; les composantes très divisées de la coopération militaire et policière, les multiples services de renseignements, ainsi que des officiers plus ou moins retraités ou détachés, qui fonctionnent en électrons libres (tels Paul

(8) A. Mbembe résume ainsi cette évolution : « Une fraction de l'élite au pouvoir confisque l'appareil d'État et s'allie à l'armée, regroupée autour d'un noyau ethnique, bénéficiant de solides appuis intérieurs et disposant du contrôle absolu des organes de répression (brigade présidentielle, police secrète, unités d'élite de l'armée, paras-commandos et organisations paramilitaires), elle s'appuie, en outre, sur d'importants réseaux extérieurs et sur des connexions tissées à la faveur des privatisations et au détour de ses propres participations aux réseaux internationaux de la "finance informelle" (contrebande, trafic de pierres précieuses – émeraudes, diamants –, d'armes, d'ivoire ou de drogue). Puis, à partir de cette position avantageuse, elle tente d'imposer, par la violence, un multipartisme administratif qui consiste à agréger des formations politiques, tout en maintenant [...] la répression ; [...] intimidation, harcèlement permanent, voire arrestation d'opposants, [...] corruption à grande échelle et aggravation des pratiques clientélistes, criminalisation des interventions de l'État contre la société, [...] recours au discours tribal... (« Afrique des comptoirs ou Afrique du développement ? », *Le Monde diplomatique*, janvier 1992. Un article malheureusement prémonitoire de l'évolution du Rwanda. Mais on pourrait y retrouver aussi bien la situation zairoise, togolaise, soudanaise, camerounaise, congolaise, équato-guinéenne...

(9) De même, Pierre Pasqua est le pivot du réseau paternel.

(10) Un mixte franco-africain de complices politiques, de relais dans les grands groupes (Elf, UTA, Optorg, Thomson, etc.), de PME multiservices et de DGSE.

(11) Ce réseau, dont J.-C. Mitterrand s'était fait l'inlassable représentant auprès des présidents africains et de leur descendance, n'a guère survécu à la fin du mandat paternel. Les liaisons nouées ici et là avec le réseau Pasqua ont permis cependant au fils de l'ex-président et à ses intermédiaires les plus diligents de ne pas rester sur la touche.

Barril, Jeannou Lacaze, Paul Fontbonne, Pierre-Yves Gilleron, Robert Montoya...). On peut y ajouter, en vrac, le lobby de la francophonie, le Trésor (qui gère l'essentiel de l'aide au développement dans une superbe méconnaissance de ses effets), certaines fraternelles franc-maçonnnes, une secte mystico-politique (les ro-sicruciens) et, un peu perdus, un ensemble d'acteurs plutôt généreux, parmi les ONG, les coopérants, les villes jumelées, etc. Les micro-stratégies de tous ces groupes s'enchevêtrent chaotiquement, et leurs manœuvres tactiques entrent fréquemment en collision, comme dans un manège d'autos tamponneuses.

On pourrait dire aussi que le réseau pyramidal foccartien s'est dégradé en une sorte de trame, de grille de mots croisés. Pour comprendre l'action – de plus en plus aléatoire et contradictoire – de la France en tel ou tel pays d'Afrique, il faut deviner les croisements chaque fois différents (les cases noires), entre cette série d'intervenants (verticalement) et une échelle horizontale de motivations. On ne peut en exclure, chez certains acteurs plutôt désintéressés, la conscience ou l'humanisme. Mais il faut accorder tout leur poids aux schémas géopolitiques primitifs cultivés par les services secrets. En mal d'ennemis depuis la chute du mur de Berlin, ils démontent les hordes hamites ou les pions des Anglo-Saxons : le président ougandais Museveni et ses alliés rwandais et sud-soudanais sont ainsi leurs ennemis jurés. Ces schémas se mêlent à une conception très myope des intérêts commerciaux de la France, et de la défense de la francophonie. Il faut encore décliner les variantes de l'amitié, qui dégénèrent en prises de participation dans les dispositifs mafieux de certaines familles prési-

dentielles africaines (trafics multi-formes, blanchiment de narcodollars, réseaux de prostitution, etc.). Et ne pas oublier les multiples moyens de chantage accumulés par les présidents amis (à l'occasion, entre autres, de financements occultes ou de parties fines)...

Pour comprendre la politique française en tel ou tel pays, il suffit d'observer quels sont les réseaux ou lobbies présents, quelles sont leurs motivations générales ou spécifiques : on peut cocher alors un certain nombre de cases, du gris au noir. En Côte-d'Ivoire, au Togo ou au Gabon, il reste peu de cases blanches. Les cases sombres sont moins nombreuses au Tchad, mais très marquées dans le secteur militaire ou du renseignement. La configuration rwandaise fut à la fois improbable et tragique (12).

En résumé, ce n'est plus la République, ni même l'Élysée qui choisit et conduit la politique française en Afrique, mais une nébuleuse aléatoire d'acteurs économiques, politiques et militaires, un faisceau de réseaux polarisé sur la conservation des pouvoirs et l'extraction des rentes. La logique de cet accaparement est d'interdire l'initiative hors du cercle des initiés. Le système, autodégradant, se recycle dans la criminalisation. Il est naturellement hostile à la démocratie.

Pendant près de 40 ans, il s'est abrité, aux frais du contribuable français, derrière deux assurances tous risques : financière (la zone franc) et politique (les accords de défense ou de coopération militaire). Des garanties en voie d'obsolescence accélérée.

(12) Cf. F.-X. Verschave, *Complicité de génocide ? La politique de la France au Rwanda*, Paris, La Découverte, 1996, chap. 1, 3, 5 et 6.

Sombre bilan

Réduite à une colonne, certes influente, dans la grille des acteurs (13), l'équipe Foccart s'est fait allouer un vaste rez-de-chaussée au 14, rue de l'Élysée, dans le bâtiment de l'état-major particulier du président : elle doublonne la cellule africaine officielle, au n°2 de la même rue... Trois hommes dévoués y officiaient : l'ancien ambassadeur Fernand Wibaux, l'ancien général Philippe Capodanno et l'avocat Robert Bourgui, proche de Mobutu et du ministre Jacques Toubon.

De ce Jacques Foccart *primus inter pares*, on retiendra une terrible erreur stratégique et morale : la réhabilitation de Mobutu lors du génocide rwandais, scellant l'alliance avec le *Hutu power* et le régime soudanais, et débouchant sur une coalition tellement cynique qu'elle en devint ingérable (14). Avec pour ré-

(13) Un signe : l'affaire des mercenaires au Zaïre ayant cristallisé un conflit entre deux camps (en gros, Villepin-Juppé-DGSE contre Foccart-Pasqua-DST), le foccartien en second Fernand Wibaux, pourtant conseiller élyséen, était filé lorsque, le 23 mars, il a rencontré dans un hôtel parisien le chef de l'expédition mercenaire franco-serbe, Christian Tavernier (*Le Canard enchaîné*, 16 avril).

(14) Aux officiers et soldats zaïrois que trente ans d'exemple mobutiste ont, pour beaucoup, mués en pillards et violeurs, se sont naturellement associés les militaires et miliciens du génocide rwandais, ainsi que des éléments de l'UNITA, la rébellion angolaise de Jonas Savimbi. Trois guérillas ougandaises, soutenues par le régime de Khartoum et armées par les « services » français, étaient des alliés prédisposés : l'Armée de la résistance du Seigneur de l'illuminé Joseph Kony, un résidu de l'armée d'Idi Amin Dada, et des fondamentalistes musulmans. Enfin, les réseaux Foccart et Pasqua ont recruté, entre autres mercenaires, des Français issus de l'extrême-droite, les miliciens serbes de l'épuration ethnique Arkan, et des Bosno-Serbes impliqués dans le massacre de Srebrenica.

sultat la déroute française au Zaïre, et sa disqualification dans la région des Grands Lacs.

Mais le Foccart maître de son sujet (1958-1974) en avait déjà commis de belles : élimination des leaders de l'UPC et massacre des Bamilékés au Cameroun (1958-1964) ; probable implication dans l'assassinat du président togolais Sylvanus Olympio (1963) (15) ; contact permanent avec le franc-tireur Bob Denard, dont les exploits africains étaient un mode d'action des services français ; relance de la dissidence biafraise (réarmée sous un camouflage humanitaire) et de la terrible guerre civile au Nigeria (16). Par la suite, l'implication ivoirienne dans la guerre civile du Liberia a requis une Sainte Alliance des réseaux français.

En tous ces épisodes, on retrouve la phobie des Anglo-Saxons, et la volonté de leur tailler des croupières, géopolitiques et commerciales. A propos du rôle de la France au Rwanda, la journaliste belge Colette Braeckman écrivait : « *Peut-on sérieusement imaginer que la défense de la francophonie puisse coïncider avec la protection d'un régime digne des nazis ? Aucune loi Toubon ne pourra jamais réparer un tel outrage à l'esprit même de la langue française* » (17). On pourrait, à propos de Jacques Foccart, élargir le propos : en promouvant comme héros de la grandeur française en Afrique les Eyadéma et Mobutu, entre autres, en se fourvoyant avec

(15) Via le commandant de gendarmerie Maîtreier, « conseiller » militaire d'Olympio.

(16) Cf. J. Baulin, *La politique africaine d'Houphouët-Boigny*, Eurafor-Press, 1980, pp. 95-124. Foccart et Houphouët étaient, en cette affaire, étroitement associés.

(17) *Le Soir*, repris par *Courrier international*, 30 juin 1994.

l'exemplaire Côte-d'Ivoire dans les guerres civiles nigériane et libérienne, Jacques Foccart n'a-t-il pas outragé pour très longtemps l'image de la France au sud du Sahara ?

Une défoccartisation est-elle possible ?

« On peut en douter, répond Jean-François Bayart, car la classe politique française, toutes familles politiques confondues, paraît tenir pour légitime le foccartisme [...] pouriant responsable du fiasco de la politique africaine de notre pays. Tous les partis continuent d'y trouver leur compte, notamment en matière de financement des campagnes électorales » (18).

Avec son fils Pierre, Charles Pasqua cultive un ample réseau africain (et proche-oriental). Mais il n'a pas l'autorité d'un Foccart. La disparition de ce dernier creuse donc un vide. Dans les allées du pouvoir se trouve peut-être le Gorbatchev des relations franco-africaines, celui qui autorisera le dégel du glacis impérial.

Le secrétaire général de l'Élysée, Dominique de Villepin, présenté aux chefs d'État du continent comme le futur patron du dossier Afrique, se serait donné pour objectifs d'« assainir » les relations franco-africaines et de mettre au pas tous les réseaux qui y prospèrent (19). Il s'y était déjà essayé en mai 1995. L'échec n'a pas tenu seulement au charisme de Foccart, mais au mailage de compromissions franco-africaines enserrant Jacques Chirac. Le

déclin des dinosaures et la mort de leur parrain desserrent peut-être les mailles. Mais le prisonnier ne chérira-t-il pas trop ses liens ? Enfin, de par sa proximité avec Jacques Chirac et le manque d'oxygène du domaine réservé, Dominique de Villepin lui-même ne semble pas être resté insensible aux charmes et préjugés de la Françafrique. On ne peut vaincre l'hydre sans renforts ou pressions extérieurs. Un gouvernement de cohabitation en introduirait-il ?

Le néocolonialisme foccartien voulait épargner aux Africains francophones la morsure de l'histoire. Ils ont eu les deux, la domination et la morsure. Celle-ci se fait plus cruelle – annonçant peut-être la liberté, non la fin des souffrances. Ainsi, pour sortir du mobutisme, on aurait pu imaginer des moyens plus économes en vies humaines – si la France, par exemple, avait eu quelque respect pour l'éveil démocratique de l'Afrique. De même, une justice internationale moins sabotée aurait pu éviter que ne se règlent, par la faim, le fer et le feu, les comptes du génocide de 1994.

L'histoire s'est écrite ainsi, mais nous n'adhérons pas à ses façons. Les pages qui se tournent, les options qui se réouvrent éveillent notre attention. Il est plus que temps de songer à nous co-civiliser. Ce qui, pour les citoyens français, signifie d'abord se désaccoutumer de ce que Jacques Julliard désigne comme « *le plus long scandale de la République* », en réalité, d'un envahissant domaine monarchique au sein de leur République.

François-Xavier Verschave
Survie, mai 1997

(18) Interview au *Monde* du 29 avril 1997.

(19) *Le Canard enchaîné*, 9 avril 1997.